



Démocratie participative : à Carnoux, on ne sait pas faire...

Informer, dialoguer, rencontrer, organiser des réunions débats sur un sujet concernant la vie de notre cité, la création ou la modification d'espaces urbains, impliquer les carnussiens dans la réalisation de projets, la municipalité en place ne semble pas savoir faire. Malgré de timides rencontres de quartiers pour parler de la plaque d'égout descellée ou du trottoir abîmé, pas de débat public concernant les grands projets d'avenir pour notre cité.

Réaménagement de la place Lyautey, construction de la médiathèque, remodelage du centre ville et des commerces sont un exemple. Lors du récent aménagement de la place, n'aurait-il pas été possible de pousser plus loin la réflexion d'une éventuelle incorporation des commerces (que l'on va détruire demain) dans le projet ; soit en bordure du C. D., soit avenue du Montfleury, face à la résidence 3 par exemple ?

Pour la médiathèque, pourquoi ne pas avoir réuni les riverains concernés par la construction de l'édifice et ceux qui se sont inquiétés, faute de renseignements sur une éventuelle déviation avenue Arthur Rimbaud ?

Pourquoi avoir rejeté une pétition de près de cinquante riverains en mal d'information ou, tout simplement, en mal de dialogue sur le sujet. Les choses s'annoncent à l'identique pour le projet de remodelage de la galerie marchande, de la poste, de la mairie, de la police municipale. L'annonce faite sans information préalable des intéressés, notamment les commerçants concernés, a une nouvelle fois soulevé le mécontentement et une pétition de la part de ceux-ci.

Il faut en sortir du : 'nous réfléchissons et nous décidons pour vous'. La démocratie participative, c'est d'informer, de débattre, de recueillir les avis et d'agir avec et pour le bien des citoyens.

Il est encore temps d'apprendre.

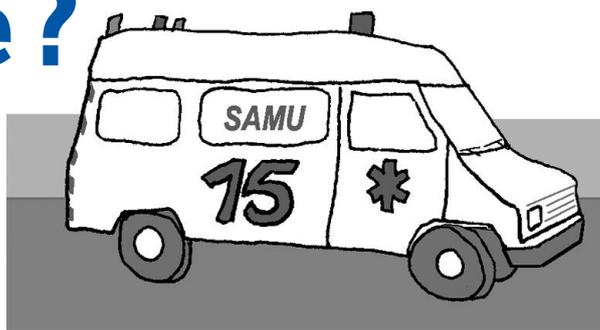
Où va notre chère santé ?

L'élection présidentielle et les législatives qui suivront engendreront, quels qu'en soient les résultats, une large révision de nos politiques économiques et sociales. Proposons quelques bases de réflexion concernant l'évolution de notre politique de santé.

A noter tout d'abord que pour la première fois, nous prenons conscience de notre environnement. Protéger notre santé sera d'abord veiller aux qualités de l'air, de l'eau, de l'alimentation et plus généralement de notre façon de vivre. C'est fondamental quand on apprend que par tranche d'âge, le cancer augmente actuellement de 1 % l'an. A l'échelle de ce siècle, l'avenir de notre espèce va-t-il être déjà compromis ?

Néanmoins, et pour l'instant, la durée de vie augmente, évidemment, grâce aux progrès de la science médicale et aux équipements de plus en plus performants, mais aussi de plus en plus coûteux. Conséquence arithmétique : de plus en plus de soins de plus en plus coûteux vont entraîner l'explosion des dépenses.

Alors, face aux pressions financières croissantes, quelles décisions prendront nos responsables politiques. Le principe de solidarité qui, depuis la Libération est au cœur de notre système de santé sera-t-il sauvegardé ou assistera-t-on, année après année, à la marchandisation d'une médecine de type U. S., c'est-à-dire une médecine très bonne et très chère pour



ceux qui pourront la payer ou une médecine d'hospice (et souvent de cobayes) pour les autres ? C'est le choix qui va s'imposer.

Espérons ici que notre système de santé restera de qualité, sans engendrer une médecine à deux vitesses.

Dans ce but, saurons-nous promouvoir en amont une grande médecine de prévention ? En Scandinavie, les consultations des médecins et dentistes sont gratuites, à la condition expresse (sous peine de perdre ses droits) de se soumettre aux contrôles semestriels chez son médecin traitant. C'est le système gagnant-gagnant.

Par ailleurs, avec la disparition de la médecine de famille, il est urgent d'organiser un nouveau système de permanence des soins plus opérationnel que l'actuel numéro 15.

Disons pour terminer que dans un système solidaire, " tout ne sera pas possible ". Il faudra donc, face à la montée des coûts, organiser une médecine du possible, maîtriser les coûts en ne dépensant qu'à bon escient ce qui - nouvel objectif - imposera la responsabilisation et la sagesse des patients.

Léo Glangetas

Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse :

Signature :

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 15 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.
13470 Carnoux en Pce

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 Carnoux en Pce

www.carnouxprogres.com
mail : carnouxprogres@ifrance.com

DECROCHAGE

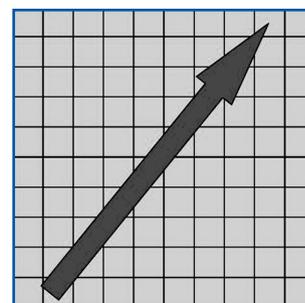
La pauvreté dans une France riche

100 milliards d'euros

7 millions de français



**BÉNÉFICE
DU CAC 40**



**CROISSANCE
DE LA PRÉCARITÉ**

De nouveaux records pour les grandes entreprises : les bénéfices du CAC 40* sont passés de 20 milliards d'euros en 2002 à 100 milliards (96.3 milliards chiffre de l'INSEE) en 2006, soit une moyenne de + 20% par an, pour 39 entreprises qui viennent de publier leurs comptes tous frais payés y compris l'impôt. Evidemment ces bénéfices sont réalisés à l'échelon international et cette richesse va essentiellement aux actionnaires dont les dividendes sont garantis (en général plus de 10%). Ces bénéfices sont déconnectés de la croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) qui en France ne dépasse pas 2% et des bénéfices de l'entreprise : exemple Renault qui voit baisser son résultat de 15%, va dans le même temps offrir une hausse des dividendes de l'ordre de 29% à ses actionnaires.

INSEE : des chiffres historiques !

Parallèlement, toujours selon l'INSEE, en 20 ans, entre 1983 et 2003, le nombre de salariés en emplois précaires (CDD, intérimaires, saisonniers.....) est passé de 751 000 à 2 488 000, soit + 231%. Depuis la situation s'est encore fortement aggravée, on en comptait 3,1 millions en

2005. Les femmes et les jeunes sont les plus touchés. Il y a 33,3% de précaires parmi les jeunes salariés de 15 à 29 ans, contre 8,1% entre 30 et 45 ans et 4,5 % au-delà de 50 ans. Le résultat est que la



Un tiers des Sans Domicile Fixe a un emploi salarié...

France, après les USA et la Grande-Bretagne, a vu apparaître des " travailleurs pauvres ". Ils ont un emploi mais vivent en dessous du seuil de pauvreté. La spéculation immobilière a encore aggravé leur situation, certains sont SDF. On recense 3 millions de ces travailleurs pauvres en France, 11 millions dans toute Europe.

Revenons à l'exemple de Renault qui dans son usine à Douai, fonctionne avec 2500 intérimaires sur 4500 salariés, en

infraction totale et délibérée avec la loi.

C'est tout un projet de société qui est en marche. Il s'agit d'imposer l'insécurité sociale permanente pour obliger les salariés à la soumission, à accepter n'importe quel travail, même mal payé et épuisant (voir les suicides récents), sous la menace d'être réduits au chômage ou au RMI, comme le sont déjà 5 millions de français. Ce projet est mis en place insidieusement, par étapes. Après l'échec du CPE, le gouvernement et le MEDEF s'attaquent maintenant au code du travail pour généraliser l'insécurité à tous les salariés. Dans leur langage cela s'appelle : " moderniser le marché du travail " car pour ces gens-là, le modèle de la

modernité sociale c'est le 19e siècle.

Sur le plan psychologique ils ont déjà assez bien réussi : dans une enquête récente, la moitié des gens interrogés redoutaient de se retrouver un jour SDF ! Dans le 5^e pays le plus riche du monde ! •

* CAC 40 : Cotation Assistée en Continu pour les 40 plus grosses sociétés françaises cotées en bourse. Le saviez vous ? Ce sigle a été purement inventé par la CAC : Compagnie des Agents de Change. Ah ah ah !!!

Pourquoi nous votons José BOVE



Bien sûr, pour nous, le 22 avril, ce sera un vote à Gauche,

- 1 - Pour barrer la route à l'extrême Droite
- 2 - Pour barrer la route à la Droite incarnée par Sarkozy, c'est-à-dire une Droite qui n'a plus rien de gaulliste, ultralibérale, atlantiste, communautariste et dangereuse pour nos libertés
- 3 - Pour dire que le "ni droite ni gauche" de Bayrou, c'est et ça a toujours été de l'arnaque qui finit toujours par... la droite
- 4 - Pour condamner cette tentative des 4 partis institutionnels (moins de 50 % des français à l'Assemblée Nationale) de confisquer la démocratie et de verrouiller la vie politique en pratiquant des pressions indignes sur les élus afin qu'ils refusent leur parrainage (félicitations pour les Maires qui ont refusé ces pressions !)
- 5 - Pour secouer cette Gauche social-libérale molle qui s'apprête à retourner aux affaires sans avoir été capable d'analyser sérieusement le traumatisme d'avril 2002,

avec un programme si timide qu'il sera dans l'incapacité de répondre efficacement aux problèmes fondamentaux de la société (mondialisation libérale, délocalisations massives, écologie et préservation de la planète)

6 - Pour apporter, avec la charte des collectifs anti-libéraux et ses 125 propositions, une alternative à gauche remettant en cause la prolifération de l'industrie financière, la marchandisation du monde, la dictature de la finance actionnariale et pour un autre partage des richesses

7 - Pour affirmer cette volonté politique de dénoncer l'ultra-libéralisme qui engendre une catastrophe économique, sociale et écologique.

8 - Pour une nouvelle République, une révolution démocratique pour imposer une autre répartition des pouvoirs entre les citoyens et les assemblées (proportionnelle intégrale aux élections)

Dans la continuité du NON au Traité Constitutionnel Européen et regrettant que le poids des appareils, leur réflexe identitaire et leur concurrence sur l'échiquier électoraliste aient empêché une candidature unique de la Gauche anti-libérale, nous pensons que la candidature BOVE est la seule unitaire. Elle confirme la diversité et la richesse des courants investis dans le NON. C'est l'existence de ce mouvement là qui est porteuse de transformation sociale.

Alors OUI, nous osons BOVE, pour une politique radicalement nouvelle en France, en Europe et sur la planète.

Alors OUI, il est temps de décréter l'insurrection électorale contre le libéralisme économique et pour la vraie gauche, pluraliste, alternative, écologiste, antiraciste, féministe et solidaire. ●

Andrée BOULESTEIX et Gisèle BRESSY

Pourquoi nous votons



Depuis vingt ans nous sommes enfermés dans le libéralisme.

Les conditions de vie des salariés et des retraités n'ont cessé de se dégrader, la précarité explose.

Le pouvoir d'achat a baissé pour tout le monde du travail, par contre les actionnaires des grandes entreprises (intérêts et dividendes) ont perçu en 2005, 224 000 milliards d'euros. C'est presque autant que le budget de l'Etat.

La France est riche mais il y a 9 millions de mal logés, 7 millions de travailleurs pauvres et 6 millions de retraités perçoivent une retraite en dessous de 900 Euros par mois, un Français sur 5 ne peut plus accéder à l'intégralité des soins médicaux, les jeunes n'ont pas de perspectives d'emploi et sont en grande difficulté financière pour étudier et se loger, etc...

Marie-Georges BUFFET est candidate pour rassembler la gauche populaire et antilibérale, pour une gauche de responsabilité et de combat.

LES IMPÔTS ... OUTIL DE COHÉSION SOCIALE

" Moins d'impôts ! " Voilà bien un slogan qui fait flores. Surtout chez les manipulateurs d'opinion facilement tentés par le populisme : c'est bien connu, les "gens" ont toujours raison quand ils s'expriment au nom de leur intérêt. Or nous vivons en société structurée, et la structure se fait parfois oublier. Cette vie en société suppose des contraintes, mais c'est aussi un support formidable dans de nombreux domaines de la vie quotidienne. Notre collectivité nationale est de plus marquée par une histoire, traversée par des forces diverses qui s'opposent sur la question des impôts, source de bienfaits collectifs.

Mais la pente naturelle du " moins d'impôts " cache tout simplement la question des impôts. Pourquoi payer ? Pourquoi payer autant quand d'autres ne paient pas et que certains s'expatrient pour s'exonérer d'une fiscalité qu'ils jugent exorbitante? Ces interrogations doivent être confrontées à d'autres questions, souvent escamotées, mais tout aussi cruciales : Comment vivre en société selon des principes et des lois partagées ? Quelle égalité voulons-nous dans cette société où la disparité des richesses n'a jamais été aussi grande? Dans quelles structures administratives, judiciaires et politiques, et selon quelles>>

Marie-Georges BUFFET

Son programme ne se contente pas d'aligner les promesses ou les déclarations d'intention.

Une des clés de son programme, c'est maîtriser les sommes colossales qui circulent sans utilité pour l'intérêt général, à savoir :

>Réexamen de toutes les dérogations fiscales et soumissions des revenus financiers du capital à l'impôt progressif.

>Refonte du barème de l'impôt sur le revenu pour en finir avec les allègements dont bénéficient les plus riches.

>Doublement de l'impôt sur la fortune pour les tranches situées entre 750000 et 1200000 euros. Triplement au-delà

>Instauration d'une taxation sur les transactions financières.

>T V A au taux zéro pour les produits de première nécessité.

>Réforme des impôts locaux.

>Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, etc. C'est en prenant l'argent là où il est qu'il sera possible de :

>Porter dès l'été 2007, 1500 euros brut et d'aller rapidement vers les 1500 net.

>Aucune pension de retraite en dessous du SMIC.

>Il sera organisé dans les semaines qui suivent les élections une conférence nationale pour l'augmentation des salaires.

>Les systèmes de retraite des lois Balladur et Fillon remis à plat.

>Combattre le chômage et la précarité.

>Créer un service public pour le logement.

>Garantir à tous un haut niveau de protection sociale.

En dix ans les profits sont passés du quart au tiers du PIB. Et en contrepartie, le pouvoir d'achat populaire a baissé d'autant ! C'est inacceptable.

Le capital s'enrichit au détriment des salariés. ●

ND - DD

Pourquoi nous votons Ségolène ROYAL



Les 100 propositions de son Pacte vont changer la France. Et nous aurons une France plus juste et plus forte.

Ségolène Royal est la seule candidate possible de l'alternative à la droite conservatrice, la seule à proposer une réponse crédible aux grandes crises auxquelles nous devons faire face.

Avec Elle nous voulons :

1. Relancer la croissance et améliorer le pouvoir d'achat

>Investir massivement dans l'innovation et la recherche

>Réformer l'État pour le désendetter

>Mettre en place une sécurité sociale professionnelle pour garantir un revenu et une qualification à tout salarié licencié

>Moderniser le dialogue social par un syndicalisme puissant et responsable (convocation dès juin 2007 d'une conférence nationale pour une négociation sur l'ensemble des salaires),

>Mensualisation et augmentation immédiate des petites retraites et de l'allocation adultes handicapés.

2. Promouvoir l'éducation

>Mettre au 1er rang l'école "coeur battant de la République"

>Organiser les états généraux des enseignants pour améliorer les conditions de travail à l'école

>Créer un service public de la petite enfance avec une scolarisation obligatoire dès 3 ans

>Adopter une loi de programmation afin de porter la dépense par étudiant au niveau européen

3. Lutter contre toutes les formes de violence

>Instaurer une politique de prévention précoce et encadrement de la détention provisoire

>Créer une nouvelle police de quartier

>Adopter une loi cadre sur les violences conjugales

4. Combattre toutes les discriminations

>Mettre en oeuvre un plan de santé (plan de prévention en augmentant les moyens de la médecine du travail et scolaire)

>Financer l'hôpital public pour faire face à ses missions en veillant à l'égalité territoriale d'accès aux soins

5. Choisir l'excellence environnementale

>Economies massives d'énergie, réduction des déchets et des pesticides

>Développement des énergies renouvelables et des transports collectifs

6. Construire une nouvelle République et démocratiser les institutions :

>Non cumul des mandats, proportionnelle pour l'élection d'une partie des députés,

>Initiative populaire pour les propositions de loi

>Adopter une charte de la laïcité intégrée dans la constitution

7. Donner un nouveau souffle à l'Europe et agir pour une politique de co-développement avec les pays du Sud. ●

Marie-Jeanne BROMONT et Claude GADBIN

>>modalités techniques peut-on traduire les grands principes qui visent à éclairer le destin de notre société ? Des impôts directs aux contributions sociales, comment organiser une juste redistribution des richesses ? C'est la question à laquelle tout État démocratique, soucieux d'égalité, est confronté.

Nos revenus ne proviennent pas seulement de notre talent personnel. Ils ont été acquis par notre travail, mais celui-ci ne porterait pas ses fruits sans le stock d'infrastructures, d'innovations, de savoir-faire, de goût d'entreprendre, de lien social, qui nous a été

transmis par les générations qui nous ont précédées. C'est cet héritage commun qu'il nous revient de préserver et de développer en priorité afin d'assurer la qualité actuelle et future de notre vie individuelle et collective. Ce qui passe par un niveau élevé de dépenses publiques. Ces dépenses ne sont pas seulement un coût, elles sont aussi un investissement, gage à la fois de justice et de dynamisme. Si la liberté de chacun passe par la libre disposition d'une large part du fruit de son travail, le dispositif d'imposition n'est pas une fin en soi. Et voir des candidats à la

magistrature suprême proposer des mesures démagogiques en matière fiscale et justifier la sécession sociale des plus riches est consternant.

Il faut apprendre à conjuguer liberté et équité si l'on entend continuer de vivre ensemble. Mais il faut aussi faire preuve d'une vigilance extrême face aux slogans faciles et racoleurs qui ne contribuent qu'à anéantir au lieu d'approfondir ce lien social pourtant essentiel à tous les moments de la vie.

Jacques Tonnelle